

Gilets jaunes

A plus de vingt semaines du début du mouvement des gilets jaunes, notre gouvernement fait toujours la sourde oreille.

Après avoir annoncé de fausses mesures à l'approche de Noël, le président Macron accompagné de son premier ministre on fait une campagne électorale déguisée pour les européennes avec le grand débat. Résultat, il faut alléger encore les dépenses publiques.

Point de départ de la contestation, le prix de l'essence atteint des records. L'augmentation du pouvoir d'achat tant attendue par nombres de français n'est qu'un mirage.

Au moment où le mouvement réclame la renationalisation des autoroutes, les députés en marche ont voté la vente des aéroports de Paris, de la Française des Jeux, des barrages hydroélectriques qui sont des mânes financières importantes pour notre pays.

En plus de ne faire aucun geste envers les plus démunis, notre gouvernement continue de fermer les yeux sur les dérives du CICE. Auchan France avait annoncé, le 30 avril, la prochaine mise en vente de 21 sites jugés insuffisamment rentables, concernant potentiellement 700 à 800 salariés. Entre 2013 et 2018, le groupe Auchan a réalisé un cumul de 2 706 millions d'euros de bénéfice net » et « obtenu un cumul de



522 millions d'euros au titre du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi). Récemment Carrefour vient d'annoncer un plan de suppression d'emplois alors qu'il a encore empoché des sommes records au titre du CICE.

Pour en finir avec cette politique dictée par une Europe ultra-libérale, le 26 mai votons Ian Brossat.

ELECTIONS EUROPEENNES

10 bonnes raisons de voter communiste le 26 mai

1. Le PCF est le seul parti de gauche à avoir rejeté tous les traités libéraux.
2. Faites entrer la 1^{ère} ouvrière au parlement Européen, Marie-Hélène BOURLARD ouvrière du textile.
3. La seule liste composée à 50 % d'ouvrier-e-s et d'employé-e-s.
4. Pour les services publics contre l'Europe du fric.
5. Hôpitaux - maternités - EHPAD : NON à l'Europe qui saigne / OUI à l'Europe qui soigne.
6. Notre règle d'or : l'humain et le climat d'abord !
7. Dumping social : pour nous, c'est NON !
8. Interdire les paradis fiscaux en Europe.
9. Pour un accueil digne des réfugié-e-s.
10. La paix : NON à l'OTAN !

VOTEZ IAN BROSSAT

L'ECHO DE LA TOUR

MAI 2019

N°2

N°ISSN : 1634 - 2291

JOURNAL DES COMMUNISTES GRUISSANAIS ... JOURNAL DES COMMUNISTES GRUISSANAIS ... JOURNAL DES ...

la mémoire de Léon Laffage, Léon Azais, Roger Rival et tous ceux qui nous ont précédé ... A la mémoire métre de Léon Laffage, Léon A

IAN BROSSAT
L'HUMAIN D'ABORD!
ELECTIONS EUROPEENNES
26 MAI 2019

*Ian BROSSAT
38 ans, chef de
file du parti
communiste
français aux
élections
européennes du
26 mai 2019.
Œuvrer à l'unité
de la gauche,
promouvoir une
vraie
transformation de
l'Union
Européenne pour
une Europe
solidaire au
service des
peuples.
L'humain
d'abord !*

Au cours des 10 dernières années, les richesses produites par les travailleurs en Europe sont passées de 15 000 milliards d'euros à plus de 17 000 milliards d'euros.

Dans le même temps, le taux de travailleurs pauvres est passé de 7 à 10%.

Trouvez-vous cela normal ?

PCF

1. Rompre avec les traités européens pour en finir avec les délocalisations. Il faut interdire tout départ d'une entreprise dans un autre pays de l'Union Européenne.
2. Mettre un terme à la mise en concurrence entre les travailleurs. Il faut en finir avec le travail détaché. Toute personne qui travaille en France, quelle que soit sa nationalité, doit être protégée par un contrat français.
3. Stop à la fraude fiscale ! 1 000 milliards d'euros quittent chaque année l'Union Européenne à travers les paradis fiscaux. Tout bénéfice réalisé dans un pays doit donner lieu au paiement de l'impôt dans ce pays.
4. Au cours des 10 dernières années, la Banque centrale européenne a versé 3 000 milliards d'euros aux banques privées, les mêmes qui infligent des agios et des frais bancaires aux plus modestes. Cet argent doit alimenter un fonds de financement des services publics.

Le cimetière des promesses trahies

Marine Le Pen vote à Bruxelles le contraire de ce qu'elle prône à Paris

Vingt quatre eurodéputés FN (aujourd'hui rassemblement national) ont été élus en 2014 à Bruxelles. C'était déjà la délégation française la plus nombreuse au parlement européen. Suivant ce qu'on peut appeler la tradition historique de l'extrême droite, une fois élus, ces députés ont apporté leur soutien aux multinationales en se désintéressant de l'écologie et en méprisant les intérêts des salariés.

Quelques exemples :

Enfance : en octobre 2015, un rapport indique qu'un enfant européen sur quatre est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale. C'est le rapport Zuber qui préconise une série de mesures pour aider ces enfants... Les eurodéputés de Marine Le Pen votent contre.

Les lanceurs d'alerte : ce sont, selon Marine Le Pen lorsqu'elle s'exprime à Paris, « les personnes qui révèlent au public des agissements illégaux ou contraires à l'intérêt général ». Pourtant les eurodéputés du FN, le 24 octobre 2017, s'opposent au rapport Virginie Rozière qui vise à les protéger. Pire, Marine et ses eurodéputés votent avec le PS et les républicains la directive « secrets affaires ». C'est une véritable bombe juridique contre les « lanceurs d'alerte » et le droit d'informer, au profit des affairistes des lobbies industriels et des multinationales.

L'évasion fiscale : après différents scandales, dont celui de Luxleaks, une résolution est adoptée à Bruxelles, en vue de favoriser la transparence fiscale au sein de l'Union Européenne : les eurodéputés FN se sont abstenus... le 16 décembre 2015.

La désindustrialisation : en 2016, l'annonce de la fermeture de Caterpillar en Belgique et d'Alstom à Belfort a suscité une résolution pour trouver des solutions contre la désindustrialisation. A l'exception de Florian Philippot, tous les élus FN ont voté contre.

Le fiasco des accords de libre-échange (au printemps 2015) : que ce soit pour les accords dits TAFTA (traité de libre-échange avec les Etats-Unis) ou le CETA (accords de commerce avec le Canada) qui pénalisent la France, Marine Le Pen est aux abonnés absents pour s'opposer à ces accords. Pourtant elle avait affirmé qu'elle serait la force motrice du débat public sur ces points.

Pollution et fraudes : en 2015, lors du Dieselgate où Volkswagen provoque un scandale pour fraude sanitaire sur des millions de véhicules qui polluent plus que la norme, le parlement européen décide de lancer une commission d'enquête. Les députés du FN s'y opposent.

- Sur l'interdiction de la pêche électrique, de l'épandage des pesticides nocifs ou encore des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles, les eurodéputés FN ont toujours voté contre. Lorsque Marine Le Pen, publiquement, se prononce contre le glyphosate, aucun eurodéputé FN n'a voté en faveur de son interdiction immédiate.

Droit des femmes : qu'il s'agisse du congé maternité à 20 semaines dans toute l'Union Européenne ou de l'égalité salariale entre hommes et femmes, les eurodéputés FN ont voté contre les rapports présentés depuis 2014, visant à renforcer les droits de la femme.

Bref, le bilan de l'extrême droite à Bruxelles ne passera pas à la postérité. En plus, sur 24 députés élus, ses effectifs ont fondu à 15. Certains d'entre eux ont migré vers d'autres horizons politiques...

LA FRANCE DE MACRON ET SES PREDECESSEURS

ANNEE 2019 - Les Chiffres Chocs

9 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, avec moins de 1.015 € par mois (la faim, le froid, la maladie).

4,8 millions ont faim

Il y a le sentiment de faim et d'épuisement, conséquences de repas sautés. Puis les maladies physiques et psychologiques, et enfin l'isolement, la honte.

3 millions sacrifient leur hygiène

3 millions de Français n'ont pas les moyens de conserver une hygiène correcte (brosses à dents, dentifrice, couches, papier toilette...)

20 % des divorcé(e)s basculent dans la pauvreté.

40 % des familles monoparentales sont pauvres.

20 % des Français renoncent à se soigner.

Mal de dent, vue défaillante, douleurs persistantes au dos.

15 millions de mal-logés

Plus d'un cinquième de la population est concerné par un problème de logement (surpeuplement, impayés de loyers, copropriétés en difficulté, précarités énergétiques...).

7 millions de précaires énergétiques

Calfeutrer portes et fenêtres, dormir en pull, vivre dans une pièce, s'endetter pour payer le gaz ou le fioul.

66,5 % des pauvres sont des urbains

Deux tiers des personnes pauvres, vivent dans les grands pôles urbains (dans les banlieues, les quartiers prioritaires en grande difficulté).

LE TRAIN PERPIGNAN-RUNGIS
REEMPLACÉ PAR DES CAMIONS ?

